



Coordinadora Estatal por la Defensa del Sistema Público de Pensiones



Face à la recommandation de la Commission européenne de privatiser et de détériorer les pensions, appel ouvert de la COESPE (Espagne) et de SENIORENAUFSTAND ("Rébellion des seniors"/Allemagne)

En plein milieu de la pandémie qui ravage l'Europe et le monde, la Commission européenne de Bruxelles a présenté un "Livre vert sur le vieillissement". À sa lecture, il apparaît clairement que derrière de beaux mots comme "solidarité" et "responsabilité entre les générations" se cachent des objectifs très différents. Que propose la Commission européenne en matière de retraites ? Ce document de l'UE a deux objectifs centraux :

- Augmenter la durée de vie active à 70 ans et plus, tout en diminuant les taux de remplacement.
- Renforcer les systèmes de retraite privés par capitalisation, au détriment des systèmes de retraite publics.

Nous le constatons : Depuis près de 30 ans, on nous présente en Europe les mêmes vieilles recettes néolibérales, que l'on peut résumer par la formule "privatiser, travailler plus longtemps pour recevoir des retraites plus faibles". Chaque année, l'immense pression sur les systèmes publics de retraite par répartition augmente. Quelle que soit la forme que cela prend dans chaque pays, l'objectif est toujours le même : réduire les retraites publiques à des niveaux de misère (ou les supprimer complètement) et promouvoir les systèmes de retraite privés par capitalisation. En réalité, il s'agit de la pression des puissances économiques, des grandes compagnies d'assurance, des trusts internationaux et du capital financier comme BlackRock, qui trouvent leur lobby complaisant dans les institutions internationales comme la Banque mondiale, le FMI et l'UE. Ils veulent avoir accès à des centaines de milliards de cotisations sociales, des cotisations qui font partie de notre salaire.

Au Danemark, par exemple, l'âge légal de la retraite sera progressivement porté à 74 ans. Est-ce là notre avenir, l'avenir de nos enfants, de nos petits-enfants ? Nous ne pouvons et ne voulons pas accepter ces plans et spécifications de l'UE. Au contraire, nous voulons aller dans la direction opposée : en Espagne, la COESPE demande l'abrogation des dernières réformes des retraites et le retour de la pension actuelle à 67 ans à l'âge de 65 ans. Les mêmes revendications sont formulées par les travailleurs syndiqués d'IG Metall et de Ver.di en Allemagne : au lieu de la retraite à 67 ans, un retour à la retraite à 65 ans. En France et dans d'autres pays, il y a des revendications similaires. C'est pourquoi nous rejetons fermement les points clés et rétrogrades sur les retraites dans le "Livre vert" de l'UE.

Nous pouvons apprendre de l'expérience d'autres pays

En Espagne, le "Pacte de Tolède" (une commission de tous les partis représentés au parlement) a été le cadre dans lequel les attaques croissantes contre les retraites publiques ont été élaborées pendant des



Coordinadora Estatal por la Defensa del Sistema Público de Pensiones



décennies. Par exemple, les réformes des retraites de 2011 et 2013, dont la COESPE demande l'abrogation. Fin 2020, ce pacte a émis de nouvelles "recommandations", au cœur desquelles se trouve la "recommandation 16" : l'introduction de retraites privées devant être négociées collectivement par les syndicats.

Mais quelle a été l'expérience des travailleurs en Allemagne, par exemple, à cet égard ? La première offensive visant à introduire des systèmes de retraites privés a été la retraite Riester, mise en place dans le cadre de l'"Agenda 2010". Quel est le bilan 20 ans plus tard ? Le niveau net de la retraite publique a été réduit de 15 %. Et la retraite Riester ? Un désastre total, la plupart des 16 millions de cotisants ont perdu ou perdront de l'argent, tandis que les compagnies d'assurance ont empoché d'énormes sommes d'argent. Et plus de 20 % des retraités vivent sous le seuil de pauvreté dans le pays le plus riche d'Europe.

Nous rejetons les systèmes de retraite privés imposés par l'UE et nous nous engageons dans nos pays à défendre et à étendre les systèmes de retraite publics. En Allemagne, nous disons : nos syndicats doivent sortir de l'infâme alliance pour la privatisation des retraites, qui ne peut mener qu'à une impasse. Nous avons besoin de nos syndicats à nos côtés, pour défendre résolument les retraites publiques. De même, pour la COESPE en Espagne, nous pensons que les grands syndicats, Commissions Ouvrières et UGT, doivent rejeter la "Recommandation 16" du Pacte de Tolède sur la privatisation des retraites.

En Espagne et en France, des centaines de milliers de personnes se sont mobilisées ces dernières années, dans des grèves et des manifestations, pour défendre le système public de retraite. Il s'agit d'un énorme encouragement pour nous tous en Europe. En particulier, la grande grève pour la défense des retraites publiques en France fin 2019/début 2020 nous a montré la voie : petit à petit, cette grève s'est construite par en bas. Elle a également été soutenue par les gilets jaunes, cette révolte des couches les plus précaires des travailleurs, que nous suivons tous avec sympathie. Et grâce à la mobilisation de centaines de milliers de personnes d'en bas, sur les lieux de travail et dans les rues, des syndicats qui étaient à l'écart ou qui voulaient participer au piège du soi-disant "dialogue social", ont également été entraînés dans la lutte. Ces expériences sont précieuses pour tous, c'est la voie, à notre avis : par en bas, et en cherchant toujours la coopération entre travailleurs retraités et travailleurs actifs, qui sont nos meilleurs alliés, parce que les retraites sont des salaires indirects, différés, elles font partie de notre salaire.

Nous sommes très préoccupés par le bien-être des futurs retraités et des jeunes. Parce que les gouvernements en Europe, depuis des décennies, ont privatisé et ruiné jusqu'à l'effondrement les systèmes de santé publique et continuent de le faire pendant la pandémie. Ils sont donc responsables de la catastrophe actuelle. Et maintenant, avec l'instrumentalisation de la pandémie et les énormes souffrances qu'elle entraîne, et avec le soutien actif de l'UE, une nouvelle vague de privatisation et de précarisation est prévue. Le "Livre vert" le montre clairement. Tout est remis en question : les retraites publiques, les systèmes de santé publics, les relations de travail régies par des conventions collectives, les écoles et les universités publiques.

**COORDINADORA ESTATAL
POR LA DEFENSA DEL
SISTEMA PÚBLICO DE PENSIONES**





Coordinadora Estatal por la Defensa del Sistema Público de Pensiones



Nous suivons avec sympathie la résistance en particulier des jeunes qui, ces dernières semaines, en Grèce, en Espagne, en France et dans d'autres pays, ont pris la tête des manifestations contre la descente dans la précarité avec des files d'attente de la faim, contre l'"université à domicile" qui ne peut remplacer un amphithéâtre. Cette résistance est en train d'ouvrir la voie, malgré les mesures autoritaires des gouvernements, qui abusent de la pandémie et veulent empêcher la résistance sociale avec des lois spéciales et répressives, etc. La jeunesse est l'avenir, nous sommes à ses côtés et nous partageons sa rage. Nous sommes contre la précarisation des jeunes et des retraités.

Nous nous engageons dans chacun de nos pays à lutter contre les recommandations du "Livre vert" de l'UE et contre des plans similaires. Nous nous adressons à tous les mouvements de retraités dans nos pays et des autres pays, et nous proposons d'échanger sur ces questions centrales, afin de rechercher des moyens d'action commune :

- Pour la défense et le renforcement des systèmes publics de retraite, basés sur le système de répartition et la solidarité générationnelle !
- Contre l'introduction de systèmes de retraite privés !
- Contre tout allongement de la vie professionnelle !

Qui sommes-nous ?

COESPE (Espagne) :

La COESPE est la coordination nationale d'environ 300 comités locaux de retraités au niveau de l'État espagnol, existant dans tout le pays depuis 2018, organisant des rassemblements et des manifestations chaque semaine dans des dizaines de villes pour défendre le système de retraite public et par répartition. La COESPE est totalement indépendant des partis et des gouvernements. Son slogan central est : "Quel que soit le gouvernement, les pensions publiques doivent être défendues". Avec ce slogan, la COESPE a déjà organisé une manifestation centrale devant le Parlement à Madrid le 16 octobre 2019, avec plus de 60 000 participants. La campagne pour un audit indépendant des comptes de la caisse de retraite a été au centre des activités de la COESPE ces derniers mois. La COESPE demande que tous les fonds pillés (les experts parlent de plus de 500 milliards), que toutes les cotisations volées aux travailleurs, soient reversées à la caisse centrale de retraite.

**COORDINADORA ESTATAL
POR LA DEFENSA DEL
SISTEMA PÚBLICO DE PENSIONES**





Coordinadora Estatal por la Defensa del Sistema Público de Pensiones



SENIORENAUFSTAND (Allemagne) :

La "Rébellion des seniors" est un groupement ouvert de syndicalistes retraités du nord de l'Allemagne. De Flensburg à Goslar et de Berlin à Brême et Oldenburg, des membres des syndicats Ver.di, IG Metall, GEW, IG BAU, EVG et le DGB se réunissent dans un cercle de coordination à Hambourg et au niveau local.

Mars 2021

COESPE (Espagne)

SENIORENAUFSTAND (Allemagne)

**COORDINADORA ESTATAL
POR LA DEFENSA DEL
SISTEMA PÚBLICO DE PENSIONES**

